

Session 5 - Le monde d'après

Anne Deysine

Oui un Nouveau Monde aux Etats-Unis... avec quelques bémols

Oui aux États-Unis il s'agit bien d'un Nouveau Monde que le président Biden et son administration s'efforcent de mettre en place, si les démocrates parviennent à surmonter l'obstruction systématique des républicains. Avant de regretter la tiédeur européenne et pour mieux comprendre l'ampleur du programme et les risques, il est important d'avoir en tête le contexte étatsunien bien spécifique sur le plan économique et social ainsi qu'institutionnel.

Joe Biden arrive au pouvoir après 40 années de politiques républicaines et de propagande républicaine amplifiée par la chambre d'écho des médias de droite (Fox News, OAN-One America News, News Max) et plus récemment des blogs et réseaux sociaux dont les algorithmes favorisent les vues les plus extrêmes et sont parvenus à convaincre 70% des républicains d'aujourd'hui que l'Etat fédéral est un ennemi dangereux, le réchauffement climatique une douce plaisanterie, le virus une invention des démocrates et incidemment que D. Trump a remporté les élections de 2020. D'où l'urgence des programmes, leur ampleur et leur coloration sociale et environnementale car les Etats-Unis partent de loin.

Depuis les Pères Fondateurs a toujours existé une vraie méfiance vis-à-vis de l'État fédéral, associée à des composantes racistes de moins en moins dissimulées depuis que la Grande société de L. Johnson a mis en place des politiques sociales à destination des plus pauvres et des minorités. Des républicains comme B. Goldwater, R. Nixon, R. Reagan puis Sarah Palin en 2008, le Tea Party en 2010 et Trump en 2016 ont tous délivré ce double message. Obama, comme il l'a écrit dans ses mémoires, a compris *a posteriori*, que leur opposition à l'Etat fédéral tenait en (grande ?) partie aux politiques sociales qui bénéficiaient aux Noirs. Trump s'est contenté de passer du subliminal aux attaques ouvertement racistes, ce qui, ajouté à la pandémie, a eu le mérite de rendre désormais impossible de continuer à dissimuler sous le tapis les inégalités et le racisme.

Cette haine anti-Etat est liée à une conception quasi totalitaire de la liberté et à la dictature des droits individuels vus uniquement comme politiques par les républicains et les libertariens, comme Ayn Rand ou le Cato Institute. Ces priorités jouent au détriment de l'égalité et incluent dès les années 1930 le refus de reconnaître des droits économiques et sociaux, comme en Europe, droits que FDR avait souhaité, sans succès, ancrer dans une Déclaration des Droits économiques. Et il ne s'agit pas uniquement de slogans. Tous ces thèmes ont été conceptualisés par Ayn Rand, les libertariens, le monde du business, et les juristes des années 70 déterminés à s'opposer au progressisme des juridictions fédérales. Citons la création de la *Federalist Society* (un vrai succès) et le mémorandum de Lewis Powell (qui devint ensuite juge à la Cour suprême) pour mobiliser le monde du business et libérer l'argent en politique.

Le résultat est un capitalisme laisser-faire hostile à toute intervention de l'État et axé sur la destruction des politiques du New Deal et de la période des droits civils. Et grâce à l'alliance avec la droite religieuse, bien antérieure à D. Trump, les républicains sont parvenus à faire du déficit budgétaire un épouvantail instrumentalisé contre les Démocrates toujours accusés d'être dépensiers. Biden est le premier démocrate à ne pas accepter ce chantage, parce que le risque budgétaire

est toujours mis entre parenthèses quand les républicains sont au pouvoir et parce qu'il y a urgence car aux Etats-Unis pas de couverture médicale universelle et une société très inégalitaire avec des taux de pauvreté élevés en particulier, chez les enfants. Tous traits accentués et rendus plus visibles par la pandémie de coronavirus, qui a ainsi fait des nombres de morts bien supérieurs chez les Noirs et les Hispaniques.

Sur le plan institutionnel, les États-Unis ont un double système de freins et contrepoids (*checks and balances*), vertical et horizontal. C'est un État fédéral dans lequel les Etats fédérés conservent des prérogatives très importantes et peuvent entraver les politiques de l'administration, par exemple en interdisant aux entreprises, restaurants et croisiéristes (en Floride) d'exiger un certificat vaccinal. Et la Constitution confère au Congrès un large pouvoir de contrôle, devenu obstruction au sénat grâce au *filibuster*, non inscrit dans le document fondateur.

Une autre spécificité de ce monde nouveau est que pour l'administration en place ce programme de 6000 milliards de dollars posé sur la table a une finalité économique et sociale mais c'est surtout une nécessité politique et démocratique. Il s'agit de réhabiliter le rôle de l'État, de restaurer la primauté du droit (*rule of law*), pilier essentiel du système étatsunien et la démocratie d'abord au plan interne. Première étape indispensable pour que les États-Unis puissent reprendre leur rôle moteur dans le système multilatéral si ébranlé par Donald Trump.

Mais il y a urgence politique car les élections de mi-mandat, dans un peu plus d'un an, sont traditionnellement défavorables au parti qui détient la présidence. Et elles seront très difficiles à gagner pour les démocrates en raison du durcissement partisan de la loi électorale par de nombreux Etats à gouvernance républicaine- sous le regard bienveillant de la Cour suprême.

L'Europe a tout à gagner sur le climat, l'Iran ou l'impôt minimal sur les sociétés à 15% (dont le principe a été accepté par l'OCDE) si Biden parvient à faire adopter son programme novateur. Mais gardons-nous d'être naïfs, *America First* n'a pas commencé avec Trump : pensons à Echelon, Prism et à l'application extraterritoriale des lois anti corruption et de boycott.